

# Derrière les « accords d'association » avec l'UE

*par Manlio Dinucci*

Alors que la presse européenne présente les accords d'association de l'Ukraine, de la Géorgie et de la Moldavie avec l'Union européenne comme le rattachement de ces trois pays à la culture européenne, Manlio Dinucci et Tommaso Di Francesco y voient leur inclusion dans la sphère d'influence états-unienne. Non seulement, ces trois États ne sont pas au niveau économique des autres membres de l'Union, mais leur association ne profitera pas à celle-ci. Les seuls vrais gagnants sont l'Otan et les multinationales US.

RÉSEAU VOLTAIRE | 29 JUIN 2014



**José Manuel Barroso (président de la Commission européenne), Herman van Rompuy (président du Conseil européen), Petro Porochenko (président de l'Ukraine), Irakli Garibashvili (Premier ministre géorgien), Iurie Leancă (Premier ministre moldave) signent les accords d'association, le 27 juin 2014 à Bruxelles. Dans son discours, M. Barroso a souligné qu'il s'agissait d'un jour historique pour les trois pays eux-mêmes, pour l'UE et pour l'ensemble de l'Europe. Il a ajouté que pour les trois partenaires,**

c'était une reconnaissance de leur forte volonté politique de se rapprocher de l'Union européenne ; leur perspective commune d'un modèle économique prospère ; et leur désir de vivre avec l'esprit et les valeurs européens.

Il faut que soit clair où veut aller l'Union européenne, a demandé le Premier ministre italien Matteo Renzi. En enfonçant une porte ouverte : la direction à suivre a déjà été décidée, avant Bruxelles, à Washington. Les accords d'association et de libre échange avec l'UE, signés hier par l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, ont non seulement une valeur économique, mais politique et stratégique.

L'abolition des droits et autres mesures de « *libéralisation* », prévues par les accords, mettront ces économies —surtout l'ukrainienne, de très loin la plus importante— dans les mains des multinationales non seulement européennes mais étasuniennes. L'Ukraine cèdera 49 % de la propriété des gazoducs et des dépôts souterrains de gaz à des compagnies étasuniennes (surtout ExxonMobil et Chevron) et européennes, qui de fait en auront le plein contrôle. En même temps, la « *modernisation* » prévue de l'agriculture ukrainienne permettra surtout aux étasuniennes Cargill et Monsanto, qui avaient déjà depuis longtemps pénétré le pays, de s'approprier de ce qui autrefois était appelé, du fait de la fertilité de ses terres, « *le grenier de l'URSS* ». C'est un secteur de première importance : l'agriculture ukrainienne, dont la production a augmenté en valeur d'environ 14 % en 2013, fournit 10 % du Produit national brut et 25 % des exportations.

Le contrôle du réseau de gazoducs et de l'agriculture ukrainiens fournira, surtout aux États-Unis et à l'Allemagne, un puissant instrument de pression sur la Russie. Celle-ci dépend en grande partie des corridors énergétiques ukrainiens pour exporter du gaz dans l'UE et absorbe plus d'un quart des exportations ukrainiennes, surtout agricoles. L'instrument économique est fonctionnel à la stratégie annoncée par le G7 qui, déroulé à Bruxelles avant le Conseil européen, a fait sienne la ligne de Washington. Après avoir annoncé un programme du FMI de 17 milliards de dollars pour l'Ukraine, plus 18 autres investissements par les Sept pour

s'emparer de son entière économie, le G7 « *condamne la Fédération Russe pour sa violation continue de la souveraineté de l'Ukraine* ». Formule faite sienne par le Conseil européen, le 23 juin.

Tout ceci aplanit la voie à l'extension ultérieure de l'Otan jusqu'à l'intérieur du territoire de l'ex-URSS. On n'oubliera pas que l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie étaient des républiques soviétiques et que l'attaque de l'armée géorgienne contre l'Ossétie du Sud, en 2008, entrait sûrement dans la stratégie USA/Otan. On n'oubliera pas que déjà 23 des 28 pays de l'UE sont aujourd'hui, en même temps, membres de l'Otan : en conséquence les décisions prises dans l'Alliance, sous leadership étasunien indiscuté, déterminent les intentions de l'Union européenne.

Dans cette situation, l'Italie joue le rôle du pot de terre. Parce que, d'une part, l'association de l'Ukraine à l'aire européenne de libre échange permettra aux multinationales étasuniennes et européennes de contrôler — nous sommes au paradoxe du « *libéralisme* » — à travers l'introduction des produits ukrainiens, le marché agricole italien, déjà en grave difficulté économique et sociale. Et pendant que de fait les États-Unis opèrent un rigoureux protectionnisme national sur leur production agricole.

Mais surtout par la question centrale des sources d'énergie. Il suffit de penser que sous pression des États-Unis, la Bulgarie a bloqué depuis quelques semaines le gazoduc South Stream, le pipeline stratégique qui devrait transporter le gaz russe dans l'Union européenne sans passer par l'Ukraine [1]. Cette tentative étasunienne (soutenue par le président de la Commission européenne) risque de faire perdre à l'Italie des contrats de milliards d'euros, parmi lesquels celui de 2 milliards dont la Saipem (Eni) vient à peine d'avoir l'adjudication.

Dans la presse internationale des voix insistantes (démenties par Palazzo Chigi [siège du gouvernement italien]) disent que l'Italie veut « *geler* » le projet, né d'un accord italo-russe (signé en 2007 par Pierluigi Bersani, alors ministre du Développement économique). Dans le projet, le terminal du South Stream est prévu à Tarvisio (Udine), qui fonctionnerait comme carrefour de triage du

gaz vers d'autres pays aussi. À présent cependant le russe Gazprom et l'autrichienne OMV ont signé un accord qui prévoit le prolongement du gazoduc jusqu'en Autriche, qui pourrait remplacer l'Italie comme carrefour.

Sur ce fond, que le Premier ministre Renzi, avant de clarifier où veut aller l'Union européenne, clarifie où veut aller l'Italie. En d'autres termes, si elle veut rester ou non dans le sillage de la stratégie USA/Otan qui est en train d'amener l'Europe à une autre dangereuse et coûteuse confrontation Ouest–Est.

*Manlio Dinucci*

---

[1] « [Le sabotage du gazoduc South Stream](#) », par Manlio Dinucci, Tommaso di Francesco, Traduction Marie–Ange Patrizio, Il Manifesto, Réseau Voltaire, 10 juin 2014.

---

Source : « Derrière les « accords d'association » avec l'UE », par Manlio Dinucci, *Réseau Voltaire*, 29 juin 2014, [www.voltairenet.org/article184497.html](http://www.voltairenet.org/article184497.html)